

Les Français et les services de proximité

Sondage Ifop - Sélection du Reader's Digest • 27 septembre 2005

Fiche technique

Echantillon de **1004** personnes, représentatif de la population française âgée de 15 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération. Les interviews ont eu lieu par téléphone au domicile des personnes interrogées. Du 16 au 17 juin 2005.

Les principaux enseignements de l'étude

La question des services publics de proximité fait l'objet depuis quelques mois d'un véritable débat, comme en témoignent le «manifeste des élus locaux pour des services publics de proximité équitables et performants» lancé en 2004 ou l'organisation le 5 mars 2005 à Guéret dans la Creuse d'une «Journée nationale pour la défense et le développement des services publics».

Sélection du Reader's Digest a souhaité recueillir l'opinion des Français sur ce thème d'actualité, à travers un sondage exclusif réalisé par l'Ifop.

2.1 La notion de qualité de vie domine la perception par les Français des communes rurales, dont le dynamisme est lié aux commerces et services publics de proximité

Premier enseignement de cette étude: la commune rurale est associée pour une très large majorité de Français à la notion de «qualité de vie» (71%). De façon plus minoritaire, les notions antagonistes d'«ennui» et de «dynamisme» caractérisent pour 11% des personnes interrogées les petites communes. Enfin, seuls 7% des interviewés considèrent que le terme «nostalgie» correspond le mieux à l'idée qu'ils se font d'une commune rurale.

Dans le détail des réponses, la qualité de vie constitue la représentation des communes rurales majoritairement citée par l'ensemble des catégories, à l'exception notable des 15 à 25 ans. Les plus jeunes y voient davantage le lieu de l'ennui (16%) mais également du dynamisme (15%). Notons enfin qu'on ne relève aucune différence significative selon la catégorie d'agglomération si ce n'est que les habitants des communes de l'agglomération parisienne (15%) associent plus fortement que les autres (8%) communes rurales et ennui.

En ce qui concerne le dynamisme des communes rurales, plus d'un tiers des Français (36%) estime qu'il est indexé sur la présence sur le territoire communal de commerces de proximité (boulangerie, café...) et de services publics de proximité (poste, école). **Les commerces et les services publics font ainsi jeu égal comme moteur de la vitalité du monde rural**, devant la présence d'entreprises locales (11%) et d'habitants jeunes (10%). Enfin, l'existence d'un patrimoine architectural et d'activités touristiques en tant que vecteur de dynamisme dans ces communes n'est cité que par 6% des Français.

Plus précisément, ce sont les personnes âgées de 35 à 49 ans (41%) les artisans, commerçants et chefs d'entreprises (41%) et les habitants de l'agglomération parisienne (40%) qui conçoivent le plus les commerces de proximité comme indispensables au dynamisme d'une commune. A contrario, seuls 25% des sympathisants communistes estiment que le dynamisme d'une commune rurale est lié à la présence de ces commerces tandis que les services publics, perçus comme un élément capital du dynamisme rural, recueillent la majorité (51%) de leurs préférences.

La présence de services publics de proximité fait également l'objet de variations de perceptions. Elle est plus importante pour les femmes (42% contre 30% parmi les hommes) et pour les personnes les plus âgées (41% parmi les personnes âgées de 65 ans et plus contre 30% parmi les personnes âgées de 15 à 24 ans). Les habitants des communes rurales sont davantage sensibles à l'importance des services publics (38%) que ceux de l'agglomération parisienne (31%). L'importance des services publics de proximité en milieu rural est davantage ressentie par les personnes ayant voté «non» lors du référendum sur la Constitution européenne que par celles ayant voté «oui» (43% contre 35%). Enfin, le dynamisme généré par les entreprises locales est davantage perçu par les hommes (14% contre 8% parmi les femmes) et par les professions libérales (22% contre 8% parmi les ouvriers).

2.2 L'école, principal vecteur de sociabilité et outil du développement des communes rurales

Parmi les commerces de proximité essentiels pour la vie d'une commune rurale, la boulangerie occupe la première place pour une majorité de Français (53%), suivie de près par le magasin d'alimentation (46%) et par le cabinet médical (43%). La pharmacie (30%) est citée en quatrième position permettant ainsi de dresser une hiérarchie claire des réponses: ce sont les magasins d'alimentation qui paraissent les plus essentiels devant légèrement les commerces et services liés à la santé. Sont également cités mais de manière plus marginale: le café-tabac (14%), la boucherie-charcuterie (7%), le point-presse (5%) et le petit restaurant (2%).

Les personnes résidant dans les communes rurales (68% contre 47% parmi les habitants de l'agglomération parisienne) citent davantage la boulangerie comme commerce essentiel. Le magasin d'alimentation est préféré par les femmes (49% contre 43% des hommes). Il faut observer que les habitants de Paris ou sa région proche estiment davantage essentielle la présence d'un magasin d'alimentation (52%) que les habitants de communes rurales (40%). Troisième élément le plus cité, le cabinet médical fait l'objet d'un

clivage hommes / femmes : 47% de femmes estiment que celui-ci est essentiel dans la vie d'une commune rurale alors que les hommes ne sont que 39% à partager cet avis. Parallèlement, les sympathisants communistes placent majoritairement ce service en tête (57%).

En ce qui concerne les services publics de proximité essentiels à la vie d'une commune rurale, l'école (68%) et l'hôpital proche de moins 50 kilomètres (58%) recueillent une majorité de réponses. Le bureau de poste est cité par un tiers des Français (33%). Viennent ensuite la gendarmerie (17%), la gare SNCF à moins de 20 km (15%) et la maternité (11%). Le centre des impôts, les trésoreries, et les succursales de la Banque de France ne recueillent qu'1% des citations

Dans le détail des réponses, l'école est logiquement jugée plus essentielle par les personnes ayant un âge inférieur à 35 ans (72%), en âge d'être parents de jeunes enfants. Confirmant un clivage déjà observé à propos du cabinet médical, la présence d'un hôpital est jugée plus importante pour les femmes (62% contre 54% des hommes). Remarquons également que les habitants des communes rurales sont plus sensibles (61%) à la présence d'un hôpital que ceux de l'agglomération parisienne (53%). Enfin, cet élément permet également de manifester une opposition entre les catégories de votants lors du référendum de mai 2005: les partisans du «non» défendent dans leur grande majorité (68%) la présence d'un hôpital proche des communes rurales alors que les partisans du Traité émettent un avis plus réservé, quoique majoritaire, à ce sujet (50%).

Le bureau de poste illustre à nouveau une opposition entre catégories les plus âgées, qui y sont davantage favorables (38%) et catégories les plus jeunes de la population (22% parmi les personnes âgées de moins de 35 ans). Il s'avère enfin que les habitants des communes rurales (37%) perçoivent davantage le caractère essentiel de la présence d'un bureau de poste alors que les habitants de région parisienne (27%).

Aux yeux des Français, la sociabilité dans les communes rurales s'exerce, à un niveau de citations parfaitement équivalent, dans des lieux comme l'école (26%) et le café-tabac (26%). Parmi les lieux de rencontre, ont également été cités le magasin d'alimentation (17%) et le club de sport (16%). En fin de liste, la Mairie (7%), l'église (3%), le bureau de poste (3%) ou le cabinet médical (2%) ne sont perçus comme le lieu de rencontre privilégié que par moins de 10% des personnes interrogées.

Plus précisément, l'école est particulièrement citée par les femmes (32% contre 20% parmi les hommes) et les personnes âgées de 35 à 49 ans (37%). Le café-tabac est considéré comme l'autre grand lieu où les contacts peuvent se nouer, notamment au sein de la population masculine (33% contre 19% parmi les femmes), parmi les personnes de moins de 35 ans (30% contre 18% parmi les personnes de 65 ans et plus). Autre décalage de perceptions persistant, les habitants de l'agglomération parisienne (28%) et des communes urbaines de province (29%) estiment davantage que le café est un lieu de sociabilité que les personnes habitant dans les centres ruraux (18%).

2.3 L'attachement des Français aux services publics dans les communes rurales

Une très forte majorité de Français (89%) exprime son attachement au maintien des services publics dans les communes rurales même si leur activité est faible. Seuls 11% des personnes interrogées souhaitent supprimer les services publics lorsqu'ils ont une activité réduite. Les services publics restent donc perçus comme un outil efficace d'aménagement du territoire, la logique de rentabilité étant reléguée au second plan.

Dans le détail des résultats, les femmes se montrent plus favorables au maintien des services publics que les hommes (92% contre 85%). Il faut également noter que les ouvriers (92%) constituent la catégorie la plus favorable au maintien de ces services publics de proximité. Sur le plan de la proximité politique, un clivage sépare les sympathisants de gauche, qui optent à 94% pour le maintien des services publics de proximité (dont 98% parmi les personnes proches du PC) et les sympathisants de droite (81%). Il s'avère également que les personnes ayant voté «non» (92%) lors de la consultation référendaire de mai 2005 sont plus attachées au maintien des services publics que les personnes ayant voté «oui» (82%).

La hiérarchie des mesures paraissant les plus efficaces pour assurer la vitalité des communes rurales fait apparaître trois éléments de façon cohérente avec les autres résultats : favoriser par des allègements fiscaux le maintien, la reprise ou l'implantation de commerces, d'artisans et d'entreprises de proximité (88%, dont 50% de tout à fait efficace) et maintenir l'école même s'il y a peu d'élèves (86%, dont 53% de tout à fait efficace) et regrouper plusieurs services publics dans un seul lieu comme une maison des services publics (85%). Vient ensuite une mesure consistant à développer la rénovation de l'habitat et la construction de nouveaux logements (83%). Le développement des «Relais Poste» c'est-à-dire les partenariats entre La Poste et les commerçants pour les opérations postales simples (courrier, colis, petits retraits d'argent) paraît un moyen efficace de maintenir la vitalité des communes pour 80% des répondants. Le développement de l'accès aux nouvelles technologies (77%) recueille plus de trois quarts des réponses. Enfin, le maintien du fonctionnement des petites lignes de train (68%) semble également être efficace pour une large majorité de Français.

De manière générale on peut noter deux signaux assez forts à propos de ces différentes mesures. D'une part, elles suscitent une adhésion très ferme de la part des Français dans la mesure où une forte proportion d'entre eux les jugent très efficaces. D'autre part, les variations entre les différentes catégories sont faibles sur les trois premières mesures, signe manifeste d'un consensus apparent de la part des Français autour de ces dernières. Concernant l'implantation de commerces et d'entreprises de proximité dans des zones rurales grâce à des allègements fiscaux, il convient de noter que les catégories professionnelles les plus intéressées, à savoir les artisans, les commerçants et chefs d'entreprises y sont le moins favorables (81% tout de même). Le regroupement de plusieurs services publics dans un seul lieu convainc davantage les personnes les plus âgées (91% parmi les personnes de 65 ans et plus) de son efficacité que les plus jeunes (70% parmi les personnes de 15-24 ans).

Conclusion:

Dans l'imaginaire collectif Français, les communes rurales, loin de signifier l'ennui auxquelles elles ont longtemps été assimilées, incarnent aujourd'hui très nettement la notion de «qualité de vie». Pour les personnes interrogées, la vitalité de ces communes dépend autant des commerces de proximité (notamment la boulangerie) que des services publics. Si la santé demeure une préoccupation importante des Français, qui s'exprime par la nécessité de pouvoir accéder facilement à un hôpital, c'est l'école qui constitue le service public le plus essentiel pour le dynamisme des petites communes, dans la mesure sans doute où elle permet de fixer des habitants jeunes mais aussi car elle constitue un lieu de sociabilité majeur. *In fine*, tout se passe comme si pour les interviewés, les services publics de proximité avaient un rôle primordial à jouer, déconnecté des enjeux de rentabilité, dans la politique d'aménagement du territoire pour maintenir la vitalité des communes rurales.

La perception des communes rurales

Question: Parmi les mots suivants, lequel correspond le mieux à l'idée que vous vous faites d'une commune rurale ?

	Ensemble (%)
La qualité de vie	71
Le dynamisme	11
L'ennui	11
La nostalgie	7
- Ne se prononcent pas	-
TOTAL	100

Les éléments du dynamisme d'une commune rurale

Question: Selon vous, pour qu'une commune rurale soit dynamique, il faut d'abord qu'elle ait ... ?

	Ensemble (%)
Des commerces de proximité (boulangerie, café)	36
Des services publics de proximité (poste, école)	36
Des entreprises locales	11
Des habitants jeunes	10
Un patrimoine architectural, des activités touristiques	6
- Ne se prononcent pas	1
TOTAL	100

Les commerces de proximité essentiels pour la vie d'une commune rurale

Question: Parmi les petits commerces de proximité suivants, lesquels vous paraissent essentiels pour la vie d'une commune rurale ?

	En premier (%)	Total des citations (%)
La boulangerie	36	53
Le cabinet médical	24	43
Le magasin d'alimentation	24	46
La pharmacie	9	30
Le café-tabac	4	14
La boucherie-charcuterie	1	7
Le point presse	1	5
Le petit restaurant	1	2
- Ne se prononcent pas	-	-
TOTAL	100	(*)

(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses

Les services publics de proximité essentiels pour la vie d'une commune rurale

Question: Et, parmi les services publics de proximité suivants, lesquels vous paraissent essentiels pour la vie d'une commune rurale ?

	En premier (%)	Total des citations (%)
L'école	43	66
L'hôpital à moins de 50 km	29	58
Le bureau de poste	14	33
La gare SNCF à moins de 20 km	5	15
La gendarmerie	5	17
La maternité à moins de 50 km	4	11
Le centre des impôts, les trésoreries, les succursales de la Banque de France	-	1
- Ne se prononcent pas	-	-
TOTAL	100	(*)

(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner plusieurs réponses

Le lieu de rencontre privilégié dans une commune rurale

Question: Pour vous, dans une commune rurale, quel est le lieu de rencontre privilégié ?

	Ensemble (%)
L'école	26
Le café-tabac	26
Le magasin d'alimentation	17
Le club de sport	16
La Mairie	7
L'église	3
Le bureau de poste	3
Le cabinet médical	2
- Ne se prononcent pas	-
TOTAL	100

Le jugement sur le maintien des services publics dans les communes rurales

Question: Avec laquelle des deux phrases suivantes êtes-vous le plus d'accord ?

	Ensemble (%)
Il est nécessaire de maintenir les services publics dans les communes rurales, même s'ils ont peu d'activité	89
Il faut supprimer les services publics qui ont peu d'activité dans les communes rurales	11
- Ne se prononcent pas	-
TOTAL	100

L'efficacité de différentes mesures pour maintenir la vitalité des communes rurales

Question: Pour chacune des mesures suivantes, dites-moi si elle vous paraît très efficace, assez efficace, peu efficace ou pas du tout efficace pour maintenir la vitalité des communes rurales ?

	TOTAL efficace	Très efficace	Assez efficace	TOTAL pas efficace	Peu efficace	Pas du tout efficace	Nsp	TOTAL
	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)	(%)
Favoriser, par des allègements fiscaux le maintien, la reprise ou l'implantation de commerces de proximité, d'artisans et de petites entreprises	88	50	38	12	10	2	-	100
Maintenir l'école même s'il y a peu d'élèves	86	53	33	14	11	3	-	100
Regrouper plusieurs services publics dans un seul lieu, (une maison des services publics par exemple)	85	43	42	15	12	3	-	100
Développer la rénovation de l'habitat et la construction de nouveaux logements	83	41	42	17	13	4	-	100
Développer les «Relais Poste» c'est-à-dire les partenariats entre La Poste et les commerçants pour les opérations postales simples (courrier, colis, petits retraits d'argent...)	80	39	41	20	14	6	-	100
Développer l'accès aux nouvelles technologies (Internet haut débit par exemple)	77	42	35	23	18	5	-	100
Maintenir le fonctionnement des petites lignes de train	68	29	39	32	23	9	-	100